



## Le rôle de l'université dans une société africaine en mutation

Maweja Mbaya\*

---

**Résumé:** Dysfonctionnement et isolement sont les deux grands maux qui rongent l'université africaine aujourd'hui. Le dysfonctionnement se traduit par une mauvaise gestion des ressources allouées à l'université, par le manque d'infrastructures adéquates, les maigres salaires des enseignants, etc. qui, à leur tour, ont placé l'université dans une situation d'instabilité chronique. Quant à l'isolement, il s'agit du fait que l'université africaine est complètement séparée de son environnement et du monde international. Cette situation a poussé plusieurs acteurs à remettre en question la mission même de l'université africaine et l'efficacité de ses activités. Cet article traite principalement le second mal. Il analyse les problèmes découlant de l'isolement de l'université et décrit le rôle de cette dernière vis-à-vis de la société africaine en pleine mutation. Il montre également à partir du modèle américain comment tisser des liens étroits entre l'université et la société. L'étude encourage finalement la coopération avec le monde académique international, principalement avec les universités du Sud.

**Abstract:** Inefficiency and isolation are the two major ills affecting the African university today. Inefficiency is illustrated by a mismanagement of allocated resources, lack of sufficient infrastructures, low salaries for teachers, etc., which, in turn, have placed the university in a situation of chronic unrest. As to isolation, the university is completely separated from its environment and the international world. This situation has forced many partners to question the mission of the African University and the efficiency of the activities undertaken by the latter. This article focuses on the state of isolation. It analyses the problems arising from the university's present isolation and describes the role of the latter in bringing about change in African society. It also shows from the American university model how to establish close ties with the society. The work finally encourages cooperation with the international academic world, mainly with the universities of the South.

### Introduction

L'Université d'Addis-Abeba (AAU), anciennement Université Haïlé Sélassier Ier, fut créée il y a près d'un demi-siècle dans la corne du

---

\* Maweja Mbaya: Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal).

continent. Elle comptait près de 10 facultés, 3 à 4 000 étudiants, et un personnel enseignant expatrié. Aujourd'hui, plus de 20 000 étudiants y sont inscrits et suivent des cours malgré le fait que les capacités d'accueil (salles, amphithéâtres, laboratoires et bibliothèques) sont restées inchangées.

Au centre du continent, plus précisément en République démocratique du Congo (ex-Zaire), l'Université de Kinshasa (UNIKIN), baptisée *Université Lovanium* lors de sa création en 1954, était elle aussi destinée à 3 000 étudiants. Le personnel enseignant, fourni en majorité par l'Université belge de Louvain, était à 80% belge. Malgré ses 30 000 étudiants en 1998, l'UNIKIN continuait à fonctionner dans les mêmes infrastructures qu'il y avait 44 ans!

Plus à l'Ouest, au Sénégal, l'Université de Dakar, connue sous le nom d'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), comptait elle aussi 3 000 à 4 000 étudiants à sa création. L'UCAD a plus de 20 000 étudiants aujourd'hui, mais ses infrastructures ont très peu évolué; d'où les problèmes bien connus de locaux, de labos et d'hébergement. L'Université de Makerere en Uganda, l'Université officielle du Burundi à Bujumbura, l'Université d'Abidjan, l'Université d'Accra, l'Université de Yaoundé (aujourd'hui divisée en deux), l'Université Marien Ngouabi à Brazzaville, etc., toutes connaissent pratiquement les mêmes difficultés aujourd'hui.

D'autre part, dans une tout autre perspective, on a assisté ces derniers temps à l'émergence d'universités post-coloniales, jeunes, régionales, dont les effectifs sont relativement réduits. C'est le cas de l'Université de Bouaké en Côte d'Ivoire (13 ans, 5 facultés, 3 000 étudiants), l'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal (12 ans, 4 facultés, 2 500 étudiants), l'Université de Bukavu en RDC (également 11 ans, 4 facultés et 2 500 étudiants) et bien d'autres.

Malgré les efforts déployés par les autorités pour préserver la qualité de l'enseignement et de la recherche, ces jeunes universités rencontrent, elles aussi, beaucoup de difficultés tant sur le plan social (mauvaise gestion des ressources allouées, non-paiement des bourses des étudiants et des salaires des enseignants, mauvaise restauration malgré la privatisation des services, problèmes de transport, d'hébergement, etc.) que sur le plan pédagogique (pénurie de matériel de labos, de revues scientifiques et d'ouvrages de bibliothèques, absence de

programmes de recherche, insuffisance de personnel enseignant qualifié, etc.). Ces difficultés sont à la base de mouvements de revendication et de l'instabilité devenus chroniques dans ces universités.<sup>1</sup>

Ces exemples illustrent la première et la plus importante caractéristique de l'université africaine, à savoir, le dysfonctionnement de ses services.

La deuxième caractéristique, et non la moindre, consiste dans l'isolement de l'institution universitaire tant au niveau international qu'aux niveaux national et régional. De manière générale, l'université africaine est restée très longtemps figée malgré les changements socio-économiques et politiques enregistrés au sein de la société. Cet isolement porte préjudice aussi bien à l'université elle-même qu'à tout son environnement. Il constitue un grave handicap pour sa propre croissance et sa maturité, et pour le rôle qu'elle doit jouer au sein de la société.

Dysfonctionnement et isolement traduisent la crise d'identité et de finalité que traverse l'université africaine. En dépit du fait que les deux se tiennent, le fonctionnement passe avant toute chose dans la mesure où pour jouer pleinement son rôle, l'université doit être bien gérée.

Colloques, séminaires, et conférences sur l'université africaine ont déjà été organisés par les professionnels de l'université; plusieurs réunions ont été tenues à cet égard avec les partenaires au développement. Le débat reste, malheureusement, toujours ouvert malgré tous les efforts déployés.

Nous n'avons pas l'intention de relancer dans cet article le débat relatif au fonctionnement de l'université et aux nombreux problèmes qui y sont liés. Nous aborderons plutôt le deuxième aspect concernant l'isolement actuel de l'université africaine et le rôle que celle-ci est censée jouer au sein de la société.

### **Isolement**

Sur le plan international tout d'abord, la situation catastrophique de l'université africaine et la multiplicité des problèmes qu'elle connaît

---

<sup>1</sup> À titre d'exemple, l'Université Gaston Berger de Saint-Louis a connu au cours du mois de mai 1998 une violente crise qui a conduit l'Assemblée de cette Université à décider l'organisation d'une session unique d'examens au mois d'octobre.

ont conduit aujourd'hui à une remise en question de sa mission, actuelle et future, et de sa capacité à s'adapter au nouvel environnement mondial. Fofana (1998:17) indique par exemple que de nos jours, les questions posées sur l'université africaine portent généralement sur les points suivants:

- la reconnaissance internationale des diplômes délivrés;
- la qualification des enseignants;
- la possibilité pour les étudiants d'accéder à l'information et aux connaissances nouvelles;
- la valeur des produits de l'université sur le marché de l'emploi;
- la manière dont l'université va assumer sa mission dans le cadre de la mondialisation.

En d'autres mots, la communauté universitaire internationale doute de la qualité même de la formation dispensée par l'université africaine et de sa capacité à assumer son rôle sur le plan international. Selon cette communauté, l'université africaine ne dispose pas de normes, de moyens ou de cadres institutionnels nécessaires pour pouvoir jouer un tel rôle.

Sur le plan intérieur, soulignons-le, la grande difficulté de l'université africaine se traduit par son inadaptation vis-à-vis de la société; ce qui a engendré les graves conséquences suivantes: a) la formation dispensée à l'université ne correspond plus à la demande de la société, d'où l'aggravation du chômage des diplômés; b) la recherche menée au sein de l'université africaine n'a aucun apport sur son environnement, elle laisse intacts les problèmes du développement industriel, économique et social de l'Afrique.

Nous pensons, cependant, que l'université ne doit pas être tenue à l'écart de la société. Sa mission fondamentale, définie comme celle de la formation et de la recherche, vise avant tout l'amélioration des vies au sein de sa propre société. Elle est l'outil de développement de la société et doit rester en parfaite harmonie avec cette dernière.

### **L'expérience américaine**

Pour illustrer cette situation de synergie entre l'université et la société, nous avons choisi l'exemple des États-Unis d'Amérique, un pays où, malgré les problèmes, l'université occupe une place de choix au sein

de la société et retient l'attention de tous.

Comme l'affirment Bodelle et Nicolaon (1985:225), aux États-Unis, la résolution des problèmes de l'emploi et de développement dans les villes et les États repose sur les besoins des industries. Les vieilles industries recherchent un nouveau souffle. De nouvelles techniques sont adoptées en vue d'aider les anciennes technologies à se moderniser et à se diversifier pour toujours mieux s'adapter aux nouveaux besoins. C'est à ce niveau que l'université trouve toute sa raison d'être. Les nouvelles techniques, tributaires des idées nouvelles, naissent notamment de la recherche et de la formation, vocation première de l'université. C'est cette vocation de l'université qui doit jouer un grand rôle dans la poursuite du développement des villes et des États. Ce rôle de l'université est ressenti aux États-Unis non seulement au niveau de l'université elle-même, mais également aux niveaux de l'industrie, des pouvoirs publics et même de l'homme de la rue.

- a- Les hommes doivent être formés tant dans le cadre de la théorie générale que dans celui des problèmes directement liés à l'environnement. Ceci suppose une adaptation permanente des programmes aux besoins et problèmes de l'environnement (par exemple des programmes à vocation locale, des programmes à vocation régionale ou même nationale).
- b- Il en est de même de la recherche qui doit porter sur les problèmes du milieu; c'est-à-dire, aider à mieux connaître ce milieu. Pour illustrer cette double mission de l'université américaine, Bodelle et Nicolaon (1985:222) citent l'exemple de l'agriculture. Ce secteur doit, pour accroître sa productivité et sa compétitivité, s'adapter aux techniques modernes. Son efficacité tient à la recherche universitaire qui doit produire des thèses de doctorat sur les machines agricoles, sur un type spécifique d'engrais, etc.; mais aussi à la formation aux nouvelles techniques agricoles des acteurs.

Hauptman et Andersen (1991:17-18), en parlant de l'état actuel de l'enseignement supérieur américain, soulignent l'osmose entre ce dernier et ses partenaires en ces termes:

it [higher education] is supported by a partnership of families and students, government and the private sector. [...] Corporations provide support for academic research, and along with colleges and universities

play an important role in the transfer of knowledge to the workplace [...]. The role of the colleges and universities in the partnership is to respond to national needs within the terms of their individual missions, and to take principal responsibility for the quality and delivery of education.

[il [l'enseignement supérieur] est soutenu par un partenariat composé de familles et d'étudiants, du gouvernement et du secteur privé. [...] Les entreprises soutiennent la recherche scientifique; elles jouent, avec les collèges et les universités, un rôle important dans le transfert des connaissances vers le lieu de travail. [...] Le rôle des collèges et universités dans ce partenariat est d'apporter une réponse aux besoins nationaux dans le cadre de leurs missions individuelles; et de prendre une grande responsabilité pour la qualité et la transmission de l'éducation.]

Le Massachusetts Institute of Technology (MIT) est l'exemple typique d'une université créée spécialement pour servir les besoins de l'industrie. Il est le symbole de l'université ouverte au monde technologique, même si les autres domaines ne sont pas négligés. C'est l'un des établissements américains d'excellence.

Enfin, aux États-Unis, la proximité d'universités technologiques et l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée justifient le choix d'une implantation industrielle. Les deux sont liées car les universités sont aussi actives dans la formation professionnelle permanente.

L'université et la société américaine se complètent comme on vient de le voir. L'université contribue au développement (économique, social et culturel) de la société par la formation et la recherche. La société (État, pouvoirs publics, secteur privé et individus) contribue, à son tour, à l'avancement de la recherche scientifique au moyen des financements *ad hoc*. La société ne peut guère se passer de l'université et l'université ne peut pas bien accomplir sa tâche sans l'appui de la société.

Comme l'université américaine, l'université africaine doit elle aussi changer. Elle doit s'adapter à l'évolution socio-économique et politique de la société. En d'autres termes, comme le dit Balmes (1998:30), une réponse doit être trouvée à chacune de ces questions: où seront les opportunités d'emploi pour cette formation? Quelles seront les compétences gagnantes? En quelle quantité, en quelle proportion?

Ceci équivaut à dire que dans une société en profonde mutation comme la société africaine, l'université doit non seulement tenir

compte des réalités et besoins en présence, mais également faire des projections. C'est-à-dire, toujours selon Balmes (1998:30), elle doit:

anticiper sur les évolutions sociales, politiques et économiques, prévoir à grands traits où seront les bassins d'emploi et ce que seront les besoins de compétence, ensuite, comparer cette image du futur avec ce que le système éducatif produit et estimer alors si l'on est sur la bonne route ou bien sur une impasse déguisée en chemin de l'avenir.

### **Que dire de l'évolution de la société africaine?**

Beaucoup d'études ont déjà été menées sur la situation future du continent africain. D'autres sont en cours. À titre d'exemple, une étude récemment pilotée par le Club du Sahel a porté sur les perspectives stratégiques à long terme de l'Afrique de l'Ouest.

Cette étude, basée sur la période 1930-1990 et prévoyant les évolutions sur la période 1990-2020, a abouti aux résultats suivants: entre 1990 et 2020, la population du continent aura doublé, plus particulièrement la population des villes qui, en raison de l'exode rural, aura passé de 1/3 à 2/3. Ce sont les grandes villes côtières qui sont concernées; mais aussi les grands centres de l'intérieur des pays comme Saint-Louis, Bouaké, Kumasi, Bafoussam, etc. Cette croissance démographique urbaine causera de grandes tensions socio-économiques et les PME (secteur artisanal) et l'agriculture péri-urbaine connaîtront un grand développement (Balmes 1998:30).

Il s'agit là d'une projection concernant la situation de l'Afrique de l'Ouest. D'autres études ont été menées portant soit sur la situation de toute l'Afrique (Badat 1999, Court 1999, Frachon 1999), soit sur les mutations de la population mondiale (Caramel 1999, Kempf 1999, Bernard 1999). Voici en quelques mots les grandes mutations auxquelles la société africaine devra faire face.

1. L'Afrique est et sera longtemps marquée par *la faim et les famines* du fait des guerres civiles et conflits internes qui causent le déplacement de ses populations et entravent l'activité agricole. La baisse de la pluviométrie et la non-prise en charge totale des problèmes liés à l'irrigation pourrait aggraver cette situation de famine dans les pays sahéliens.

2. Ensuite, *la crise économique* avec son déséquilibre entre l'importation et l'exportation, ses programmes d'ajustement structurel imposés par les bailleurs de fonds et sa situation d'endettement, continuera à paralyser le continent. Cette situation exigera un accroissement important de sa production tant industrielle qu'agricole de façon à atteindre non seulement l'auto-suffisance, mais aussi d'acquérir la capacité d'exporter.
3. À cause du poids démographique écrasant, même si on note le frein en cours dû à la baisse de la natalité et à l'épidémie du sida (Caramel 1999:1), le chômage caractérisera encore longtemps l'Afrique. Il touchera en particulier les jeunes, surtout ceux des grandes villes.
4. La politique de développement devra se poursuivre impérativement en s'appuyant sur la coopération bilatérale et multilatérale. Sauf en cas d'amélioration de la production agricole et industrielle et de l'augmentation des prix de vente des matières premières, rien ne pourra changer l'état actuel des économies africaines.  
Sur le plan de l'éducation, il faudra arriver à compter sur un personnel national qualifié et en nombre suffisant, capable de s'occuper de manière effective des problèmes de développement. D'autres efforts devront être également déployés dans le cadre de la santé.
5. Comme ailleurs, les nouvelles technologies de l'information resteront toujours une nécessité en Afrique. Elles permettront le stockage et la consultation des connaissances nécessaires à la réalisation d'une formation performante et des programmes de recherche efficaces. Dans cet ordre d'idées, l'enseignement à distance devra elle aussi trouver sa place en Afrique à cause de l'esprit de compétitivité qu'il crée. Il faut noter en passant que la naissance de l'Université virtuelle africaine (l'UVA) a été accueillie avec beaucoup de joie par la communauté africaine.
6. L'Afrique devra s'impliquer dans le processus de globalisation. Aujourd'hui, le monde est un grand village. L'Afrique devra y marquer sa présence par son action politique, économique et socio-culturelle.

D'autres mutations existent sûrement.



### **Quelles solutions?**

(1) En vue de contribuer à la réduction du taux de chômage, surtout dans les villes africaines, les mesures suivantes devront être envisagées au niveau de l'université:

- a. de nouvelles filières de formation adaptées aux besoins de la société devront être créées. Cette adaptation aura comme objectif l'adéquation entre la formation et l'emploi destinée à freiner l'accroissement du taux de chômage constaté.
- b. la professionnalisation de nouvelles filières universitaires devra jouer un double rôle dans ce cadre: d'abord permettre aux diplômés de trouver facilement un emploi; ensuite faciliter une étroite collaboration entre l'université et les entrepreneurs.

L'ouverture des filières professionnelles à l'université doit être basée sur les résultats d'une étude du marché de l'emploi. Elle peut correspondre à des besoins ponctuels et la durée de vie des enseignements peut être déterminée par ledit marché. Plusieurs formules existent. On peut mentionner à titre d'exemple, la section de Langues étrangères appliquées (LEA) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal dont les programmes ont été conçus dans ce sens.

La section LEA est une innovation au sein de l'université africaine dans la mesure où une telle filière n'avait jamais existé dans une université africaine. Elle est née de la volonté du gouvernement du Sénégal de rechercher des solutions à l'éternel problème du chômage des diplômés universitaires. La filière envisage une formation en langues étrangères orientée vers le monde professionnel. Traditionnellement, l'enseignement des langues étrangères au Sénégal, comme ailleurs en Afrique, a eu comme finalité la formation de futurs enseignants de ces mêmes langues, notamment dans le secondaire. Le marché de l'emploi jusque-là visé (l'État) devenant de plus en plus saturé (absence de postes vacants dans ce domaine), il était devenu impérieux d'en explorer d'autres. Ainsi, après un sondage mené auprès de diverses entreprises publiques et privées, il s'était avéré que le secteur professionnel était bel et bien dans le besoin d'une main-d'œuvre qualifiée et bilingue, capable de communiquer oralement et par écrit avec le monde extérieur, et de

s'occuper d'autres tâches dans l'entreprise. Pour cela, quatre langues ont été ciblées: l'Anglais, l'Espagnol, l'Allemand et l'Arabe. Un programme flexible à trois niveaux (2 ans, 3 ans et 4 ans) a été mis sur pied comprenant les cours de langues ainsi que des matières techniques comme le droit d'entreprise, l'économie, la comptabilité, l'informatique, la géographie du tourisme, la statistique, etc., dont la finalité était de rendre l'étudiant polyvalent et plus performant au sein de l'entreprise.

Un stage en entreprise et des séminaires animés par des intervenants du monde professionnel viennent renforcer les connaissances théoriques et l'expérience de l'étudiant. Les secteurs d'application choisis dans le programme sont le tourisme et le commerce.

Aujourd'hui, la section compte déjà plus de 5 promotions de diplômés. Beaucoup de ces diplômés ont trouvé un emploi dans les hôtels, les agences de voyage, les compagnies aériennes, les sociétés d'assurances, les banques, les bureaux d'études, etc. Un troisième cycle devant mener au Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) devra voir le jour.

Les filières de professionnalisation sont en général des filières de courte durée (1 ou 2 ans). Les matières enseignées, le nombre d'étudiants et la durée, sont dictés par le marché de l'emploi. Les statistiques appliquées, la programmation, la bureautique, la gestion des projets, l'analyse biologique, l'Anglais touristique, etc., sont d'autres exemples de professionnalisation.

Les avantages de la professionnalisation des filières sont innombrables. Balmes (1998:30) en énumère quelques-uns:

- i. des liens se créent avec le monde économique et les formations s'adaptent de mieux en mieux à la demande;
- ii. les formations dispensées permettent d'accéder à un emploi;
- iii. ces formations permettent à leur tour la mise en place de formations continues, génératrices des ressources financières qui permettent la maintenance des équipements, la rémunération des enseignants, et de ce fait, leur fidélisation à l'établissement.

Même si elles ne concernent que quelques étudiants, les filières de professionnalisation constituent une stimulation et peuvent donner lieu, si elles réussissent, à la création d'autres. De toutes les façons, elles démontrent une chose, à savoir, l'université peut être utile à la

société et elle peut lui rendre des services de qualité. Elles permettent de maintenir les liens institutionnels avec les milieux économiques. Comme on a vu pour la section LEA, des enseignements ou une fonction dans le Conseil d'administration de l'université peuvent être confiés à certains cadres de l'entreprise. Des manifestations consacrées à la formation et à l'emploi peuvent être organisées conjointement sur une base périodique. Jean Messi, Recteur de l'Université de Yaoundé I explique ses inquiétudes à ce sujet (Fofana 1998:17):

Plusieurs fois, au Cameroun, des rencontres entre les universitaires et les opérateurs économiques ont été organisées afin d'étudier les voies et moyens pour financer la recherche. Mais il y a un constat d'échec à cause de la méfiance dont nous faisons l'objet. Nos entreprises locales préfèrent proposer leurs contrats aux experts étrangers pour étudier parfois ce que nous avons déjà réalisé dans nos laboratoires. Ceci n'est pas uniquement le fait des opérateurs privés, mais aussi celui de l'État [sic] qui ne nous fait pas non plus confiance.

Ceci instaurerait un climat de parfaite confiance entre l'université et la société. L'université africaine doit être entreprenante. Elle doit aller à la recherche des marchés et tout faire pour mériter la confiance qu'elle attend de la part des opérateurs économiques. L'Université de Bukavu par exemple, a élaboré dans ses 4 facultés des projets de recherche rentables à terme et un bureau d'études de consultance. Ceci a permis à son Recteur, Bisimwa Ruhamanyi, d'affirmer (Fofana 1998:17): *Mon université est jeune mais agressive... L'État et les entreprises nous confient les travaux. L'imagination et l'esprit de créativité des autorités académiques sont sollicités à ce niveau.*

(2) La régionalisation des filières d'enseignement et de la recherche est le meilleur moyen pour faciliter la professionnalisation et la diversification de l'offre de formation. L'objectif est de satisfaire les besoins d'une région donnée en lui offrant des enseignements appropriés et en menant des recherches nécessaires à la résolution de ses problèmes (Lejeune 1998:13)<sup>2</sup>. Que ça soit au niveau de l'étude du marché de

---

2 Le terme région signifie ici une entité géographique à l'intérieur d'un seul pays ou entre des pays limitrophes, regroupant des villes et des villages soumis aux mêmes conditions physiques et climatiques et ayant les mêmes activités socio-économiques. Par exemple, dans «Université de Mbuji-Mayi, université régionale», la région se trouve à l'intérieur d'un seul pays (La République démocratique du Congo). C'est une région à la fois minière et agricole. Dans «Universités de la région du Sahel», par contre, le

L'emploi, de la confection des programmes ou de l'élaboration des contenus de cours, la région sera la cible. Si le problème de la faim doit trouver sa solution grâce à la production agricole (la paix en est, bien sûr, un préalable), la régionalisation des filières devra jouer un grand rôle dans ce sens car elle pourra cibler les besoins de la région dans ce domaine et les obstacles à surmonter. Certaines régions sont à vocation industrielle; d'autres sont à vocation agricole, commerciale ou universitaire. L'université devra tenir compte de ces réalités dans l'élaboration des programmes de professionnalisation. Par exemple, Bouaké en Côte-d'Ivoire, Yangambi et Mbujimayi en République démocratique du Congo, Thiès et Saint-Louis au Sénégal sont avant tout des universités régionales.

(3) Dans cette lutte contre la famine, le partenariat inter universitaire doit jouer aussi un rôle déterminant. L'échange d'expériences et la complémentarité seront la finalité. C'est ici qu'il faudra encourager la coopération sud-sud, plus efficace et plus économique pour nos pays. Les recteurs et présidents des universités de l'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien, dans un plan d'action adopté en mars 1998 en vue de résoudre les crises de leurs établissements, ont insisté sur cette coopération sud-sud (AUFELF-UREF 1998:16):

renforcement de la coopération régionale permettant de mieux relever les défis auxquels se trouvent confrontées les universités par la mise en commun du potentiel scientifique, la création de synergies interafricaines et l'appui à la mobilité: missions d'enseignants et de chercheurs, programmes régionaux de bourses à l'intention des étudiants et des chercheurs [...], écoles doctorales régionales, co-diplômation.

La coopération sud-sud est en définitive la condition absolue pour arriver à insérer l'Afrique dans la mondialisation scientifique, comme l'affirmait l'ancien Secrétaire général de la francophonie, M. Boutros Boutros- Ghali (AUFELF-UREF 1998:16):

Chaque pays africain, pris individuellement, n'a pas, dans tous les

---

terme région dépasse l'étendue du Sénégal et englobe d'autres pays, par exemple, le Mali, la Mauritanie, le Niger, etc., tous caractérisés par la sécheresse, l'élevage et l'agriculture. Dans les deux cas, le sens est nettement différent de celui utilisé au point (3): «coopération régionale», «politique régionale». Ici, région signifie un bloc plus important au niveau du continent ou de l'hémisphère. Par exemple, «la région de l'Afrique subsaharienne», «la région de l'Océan Indien», «la région du Sud», etc.

domaines, la capacité d'atteindre ce niveau. Il est donc indispensable que se mettent en place des politiques régionales permettant de revaloriser l'expertise existant dans le sud, au sein d'écoles et d'établissements régionaux, en étroite liaison avec l'excellence reconnue au Nord.

(4) Nouvelles filières utilitaires, partenariat sud-sud, partenariat sud-nord, régionalisation, etc., tout cela devra contribuer à la croissance de la production, agricole et industrielle, qui permettra à son tour d'atteindre le niveau d'auto-suffisance, voire celui d'exportation. La solution la plus déterminante sera la création et l'alimentation d'un courant de recherche en collaboration avec les entreprises, lesquelles devront pourvoir à son financement.

(5) Pour rester performante et compétitive, l'université africaine devra elle aussi s'impliquer dans les nouvelles technologies de l'information (NTI). Elles assureront, on l'a dit, le stockage et la diffusion des connaissances, permettront de meilleurs enseignements et même une profonde réflexion sur l'université (Court 1999). Ces NTI permettront à l'université de rester en contact avec d'autres et d'échanger avec elles des informations sur la formation et la recherche.

(6) La coopération sud-sud, nord-sud et les nouvelles technologies ouvriront la voie à la mondialisation dans laquelle l'université africaine devra marquer sa présence non seulement pour recevoir des autres, mais aussi pour apporter sa propre expérience.

Quelques-unes de ces solutions figurent parmi les dix mesures proposées il y a quelques années par les recteurs des universités d'Afrique à leurs gouvernements en vue de relancer l'université africaine (UNESCO 1993)<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Ces dix mesures sont:

- 1) Comment réformer le CAMES afin de le rendre plus performant?
- 2) L'adaptation de l'enseignement et de la recherche dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage aux réalités africaines.
- 3) La coopération universitaire Nord-Sud.
- 4) La sélection dans l'université africaine.
- 5) La politique des bourses.
- 6) La relance de la recherche.
- 7) Les relations entre l'université et le pouvoir politique.
- 8) La coopération entre l'université et les entreprises.
- 9) L'intégration de l'université africaine.
- 10) Les impératifs du continent noir en matière d'écoles inter-États.

### **Que dire des ressources?**

Les gouvernements nationaux ne peuvent plus supporter seuls les charges inhérentes aux universités. La solution adoptée par plusieurs États aujourd'hui est la privatisation. Court (1999:17) l'appelle "the most powerful force in higher education today" [la force la plus puissante dans l'enseignement supérieur aujourd'hui]. Il faut des fonds privés. Pour cela, on doit faire payer les études et créer des unités commerciales. Ces fonds privés permettent la création des filières utilitaires, comme on l'a dit plus haut, la majoration des salaires des enseignants, l'entretien des équipements, la commande d'ouvrages pour les bibliothèques, le rajeunissement de la vie académique de l'institution et ainsi de suite.

La privatisation offre la compétition et la diversification nécessaires pour l'innovation. Cependant, comme le dit Court (1999:17), "Privatization is not a panacea governments cannot abdicate control over higher education to the market." [La privatisation n'est pas une panacée, les gouvernements ne peuvent pas abandonner le contrôle de l'enseignement supérieur au profit du marché]. Même si la privatisation procure à l'université des ressources nécessaires pour sa réorganisation et pour l'amélioration de sa performance, elle pose des problèmes d'égalité de chances, problèmes qui ne doivent pas laisser les gouvernements nationaux indifférents. Frederico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, en était conscient lorsqu'il déclarait: «L'université doit devenir, à nouveau, un lieu où tout individu peut acquérir des connaissances universelles, à tout moment et à tout âge (Malinchau 1995).» La capacité individuelle devrait être le critère déterminant.

L'université devra compter en plus des fonds propres sur les entreprises locales pour le financement de certains de ses projets de recherches comme nous l'avons vu.

### **Conclusion**

Nous pouvons dire qu'aujourd'hui la communauté universitaire africaine n'a pas de choix. Compte tenu des mutations qui s'opèrent au sein de sa société en ce début du troisième millénaire, notamment les grandes difficultés socio-économiques auxquelles cette dernière doit faire face, la poursuite de sa politique de développement et les impératifs de la mondialisation, la communauté universitaire doit

s'adapter à cette société et tout faire pour améliorer son rendement interne et externe de façon à satisfaire tous ses partenaires qui sont aujourd'hui en dehors de l'État, les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds étrangers, mais également les institutions privées locales et les individus.

Comme le dit Malinchau (1995:16), «l'enseignement supérieur est vraiment au cœur de tout développement et à tous les niveaux...».

Nos jeunes économies ont besoin d'hommes qualifiés et la multiplication des travaux de recherche qu'elles devront financer. L'université doit pour cela tout faire pour créer autour d'elle un climat de confiance qui conduira à une collaboration parfaite avec la société d'abord, où chaque partie se sentira engagée dans une situation de complémentarité; ensuite avec les autres universités du sud et du nord pour une plus grande rentabilité. Ne pas le faire c'est se dérober à sa mission première; c'est aussi se marginaliser vis-à-vis d'autres institutions du savoir. Ce qui serait un gros risque pour sa propre survie.

Dans cet article, nous avons voulu insister sur les dangers de l'isolement de l'université par rapport à son environnement et aux autres institutions universitaires. Il est évident que sans une administration harmonieuse et une gestion rigoureuse des ressources de l'université, il sera difficile de parler de «parfaite collaboration» entre l'université et le monde extérieur. Des problèmes liés au dysfonctionnement interne de l'université gardent toutefois leur importance et nécessitent un traitement particulier. Leurs causes exactes doivent être décelées et des solutions appropriées trouvées.

Isolement et dysfonctionnement sont des obstacles majeurs dans la réalisation des objectifs de l'université africaine.

## Références

- AUPELF-UREF, 1997, *Universités*, vol. 18, n°4, décembre.  
Badat, Saleem, 1999, «South African Higher Education: The Challenge of Change» in *International Higher Education*, n°15, Spring.  
Balmes, Jean-Claude, 1998, «Quelques idées-forces sur l'éducation en Afrique» in *Afrique Éducation*, n°43, mars.  
Bernard, Philippe, 1999, «L'immigration, arme de rajeunissement démocratique?» in *Le Monde. Dossiers & Documents*, n°277, juin.  
Bodelle Jacques et Nicolaon Gilbert, 1985, *Les Universités américaines; dynamisme et traditions*, Paris, Technique et Documentation-Lavoisier.

- Caramel, Laurence, 1999, «La population mondiale en mutation» in *Le Monde. Dossiers & Documents*, n°277, juin.
- Cissé, Ahmed, 1995, «Universités: pourquoi les ministres et les recteurs freinent les réformes» in *Afrique Éducation*, n°12, juin.
- Court, David, 1999, «Challenge and Response in African Higher Education» in *International Higher Education*, n°15, Spring.
- États généraux de l'Éducation. Rapport général*, 1996, République du Zaïre, Kinshasa, 19-29 Janvier.
- Fofana, Idrissa, 1998, «Universités africaines: comment se préparer à la mondialisation» in *Afrique Éducation*, n°44, Avril.
- Frachon, Alain, 1999, «La modernisation de l'Afrique passe par les villes» in *Le Monde. Dossiers & Documents*, n°277, juin.
- Hauptman Arthur M. and Andersen Charles J., 1991, «American Higher Education Today» in *American Studies Newsletter*, n°24, May.
- Kempf, Hervé, 1999, «L'explosion démographique n'aura pas lieu» in *Le Monde. Dossiers & Documents*, n°277, juin.
- La présence de l'église dans l'université et dans la culture universitaire*, 1994, Cité du Vatican.
- Lejeune, Michel, 1998, «The Challenges of Catholic Universities in Africa: The Role of ACUHIAM» in *International Higher Education*, The Boston College Center for International Higher Education, n°12 Summer.
- Malinchau, Gérard, 1995, «UNESCO: changement d'attitude?» in *Afrique Éducation*, n°11, avril-mai.
- Mbaya, Mawcja, 1997, «Les langues étrangères à Saint-Louis» in *Afrique Éducation*, n°30, février.
- Merisotis, Jamie P., 1998, «Who benefits from Higher Education?» in *International Higher Education*, The Boston College Center for International Higher Education, n°12 Summer.
- Ndachi Tagne, David, 1995, «Cameroun: polémique autour des réformes universitaires» in *Afrique Éducation*, n°11, avril-mai.
- «Université africaine», n.d., in *Document de Programmation (pour le 6e Sommet). Universités*, 1998, vol. 19, n°1, mars.